

**SIRVAA - SYNDICAT INTERCOMMUNAUTAIRE DU RU, DE LA VAUVISE,  
DE L'AUBOIS ET DE LEURS AFFLUENTS**  
8 rue de l'Eglise - 18 140 PRECY

-----  
**Comité syndical du 8 novembre 2021 à JOUET SUR L'AUBOIS**  
-----

Date de convocation : 21/11/2021

**Présents** : GARNIER Jean Michel (Président), BLANCHET Sébastien, CADIOT Patricia, FARGEAU Christophe, FAURE Nelly, FLEURIER François, FOUCHET Delphine, GILBERT Roland, ITTE Christian, LACOUDRE Guy, LAMOUREUX Jean-Claude, LAURENT Serge, LAVALT Pierre, LEGER Patrick, LIANO Jacques, LORRE Odile, MAURICE Nicolas, PAULAT Sophie et RODRIGUES Arlindo.

**Suppléants** : ALBERT Marie, BLONDEAU Alain et GUILLAUMAIN Serge.

**Excusés ayant donné procuration** : BAILLY Florence à MAURICE Nicolas, DE CHOULOT Etienne à LIANO Jacques, GIOT Jean-Yves à RODRIGUES Arlindo, MARIX Marie-France à LEGER Patrick, MATELLINI Gabrielle à GARNIER Jean Michel et PINSON Eric à FLEURIER François.

**Excusés** : BREYER Yves, CHAPELIER Bruno, COLAS Jean-Marc, GUIBLIN Pierre, MARQ Pascale, MAUPASTE Philippe, MOUTON Sylvie, PRON Bénédicte, ROGER Etienne, DELASSUS Stéphanie (suppléant) , GAUCHERON Olivier (suppléant), LASNIER Florence (suppléant), PICARD Thierry (suppléant) et TERREFOND Anne-Marie (suppléant).

**Absents** : BEATRIX Olivier, BUTOUR François, COMBETTE Olivier, DEMUEZ Rémi, DESNOUES Philipe, FROT Patricia et LEGERET Isabelle.

**Présent(s) sans voix délibératives :**

PIERRE-CHUPIN Erwan et RAVARD Valérie.

**M. GARNIER Jean-Michel**, Président du SIRVAA, souhaite la bienvenue aux délégués du SIRVAA ayant fait le déplacement et ouvre la séance du comité syndical à 18h45 en précisant que le quorum est atteint.

**Appel, recensement des pouvoirs et détermination du seuil de la majorité absolue**

**M. GARNIER** réalise l'appel des délégués titulaires et suppléants du SIRVAA et relève le nombre de votants et le nombre de procurations attribuées. En ouverture de séance, le **nombre de délégués présent** et ayant droit de vote est de **22** et le **nombre de procurations** reçues de **6**. Ainsi, le nombre de voix est fixé à 28 voix et la majorité absolue à 15 voix.

**Désignation d'un secrétaire de séance :**

**M. LAMOUREUX Jean-Claude**, délégué titulaire du SIRVAA, est **nommé secrétaire** de séance.

**Approbation du précédent compte-rendu (comité syndical du 25 août 2021) :**

**Vote :**

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 28 voix

Le **compte-rendu** du **comité syndical du 23 juin 2021** est **approuvé à l'unanimité**.

**Ordre du jour :**

- 1 – Validation du programme d'action CTMA Ru-Vauvise 2022-2027
- 2 – Augmentation du temps de travail du poste d'adjoint administratif
- 3 – Point d'actualité du CTMA Aubois et affluents de la Loire et de l'Allier
- 4 – Point recrutement 2<sup>ème</sup> agent technique
- 5 – Documents administratifs et de ressources humaines à produire
- 6 – Point d'actualité loi Climat et résilience
- 7 – Informations diverses
- 8 – Divers

**1 – VALIDATION DU PROGRAMME D'ACTION CTMA RU-VAUVISE 2022-2027**

**M. PIERRE-CHUPIN Erwan**, chargé de mission rivières au SIRVAA, présente le **cadre de l'élaboration du programme d'action**, dont le travail de **première rédaction** a débuté lors de **l'étude diagnostique** préalable pour le CTMA Ru-Vauvise de **juillet à novembre 2020**. Ce **premier programme d'action**, validé par nos partenaires techniques et financiers, a été **présenté** en détail au cours de la **réunion du 9 décembre 2020** à destination des délégués du Syndicat et des présidents de communautés de communes. A la suite de cette première validation, **2 ajustements** de ce programme d'action sont survenus : la première suite à la **concertation** avec les **équipes communales** et les **propriétaires** riverains de janvier à mars 2021 ; et la seconde suite à la **parution** de la **loi climat et résilience** en août 2021.

Le **tableau 1 en annexe** présente la **synthèse technique** des **actions programmées** du CTMA Ru Vauvise de 2022 à 2027 et des **actions de substitution** intégrées en cas d'impossibilité de réaliser une action programmée.

Les **tableaux 2 à 8 en annexe** reprennent le **plan de financement** des **actions programmées** de 2022 à 2027 et le **plan de financement** des **actions de substitution**.

Le **tableau** en page suivante présente la **synthèse du plan de financement des actions programmées** et des **actions de substitution**.

## CTMA Ru Vauvise - synthèse du plan de financement des actions 2022-2027

Programmation	TOTAL € TTC	Total subvention AELB	Total subvention CR	Total subvention CD	Total autofinancement
Année 1 -2022	282 676,00 €	146 588,00 €	17 370,00 €	62 182,80 €	56 535,20 €
Année 2 -2023	336 780,00 €	173 640,00 €	54 472,00 €	41 312,00 €	67 356,00 €
Année 3 -2024	300 600,00 €	149 147,00 €	13 600,00 €	69 170,20 €	68 682,80 €
Année 4 -2025	339 920,00 €	169 860,00 €	28 840,00 €	61 256,00 €	79 964,00 €
Année 5 -2026	291 536,00 €	150 708,00 €	10 000,00 €	66 660,80 €	64 167,20 €
Année 6 -2027	289 280,00 €	168 540,00 €	15 160,00 €	44 024,00 €	61 556,00 €
<b>TOTAL actions programmées 2022-2027</b>	<b>1 840 792,00 €</b>	<b>958 483,00 €</b>	<b>139 442,00 €</b>	<b>344 605,80 €</b>	<b>398 261,20 €</b>

## CTMA Ru Vauvise - Synthèse du plan de financement des actions de substitution

Programmation	TOTAL € TTC	Total subvention AELB	Total subvention CR	Total subvention CD	Total autofinancement
Substitution	592 584,00 €	263 580,00 €	92 040,00 €	65 532,00 €	171 432,00 €

Ainsi, sur le **programme d'action** du Contrat Territorial Ru-Vauvise de 2022 à 2027 (hors actions de substitution) s'élève à un **montant total** de **1 840 792,00€ TTC**.

Ce **montant total** d'environ **1 840 000€ TTC** est réparti de la manière suivante :

- **Travaux** à environ **1 135 000€ TTC** ;
- **Etudes complémentaires de rétablissement de la continuité écologique** à environ **185 000€ TTC** et **étude bilan** à environ **85 000€ TTC** ;
- **Animation, communication et suivis** à environ **435 000€ TTC**.

**M. PIERRE-CHUPIN** précise qu'il **transmettra** aux **délégués syndicaux**, avec le compte-rendu de ce comité syndical, le **dernier powerpoint** de **présentation** du **programme d'action** et des **actions de substitution** du **CTMA Ru et Vauvise de 2022 à 2027**.

### Projet de délibération n° 2021 SIRVAA 23-Validation du programme d'action du Contrat Territorial Milieux Aquatiques Ru et Vauvise de 2022 à 2027

Le SIRVAA s'est engagé dans une politique de restauration des milieux aquatiques afin de répondre aux objectifs fixé par la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) ;

Cet engagement s'est traduit par la réalisation d'une étude diagnostic préalable à un Contrat Territorial Milieux Aquatiques (CTMA) sur les bassins-versants du Ru et de la Vauvise débuté en 2018. Cette étude a permis de poser un diagnostic de l'état morphologique des bassins-versants et de proposer un programme d'action sur six ans des travaux cohérent à l'échelle du territoire du SIRVAA permettant d'aboutir aux objectifs de la DCE ;

Un programme d'action sur deux fois trois ans de travaux a été élaboré à la suite des différentes phases de travail et des discussions avec les partenaires techniques et financiers. Ce programme d'action a été

présenté en Comité syndical du 3 décembre 2020 et a été validé par le comité de pilotage en séance du 6 avril 2021. Ce programme d'action a par ailleurs été ajusté à la suite de la parution de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Les actions prévues se décomposent de la manière suivante :

- Etudes complémentaires de rétablissement de la continuité écologique
- Rétablissement de la continuité écologique
- Restauration et renaturation des cours d'eau
- Travaux de plantation
- Travaux agricoles de pose de clôtures et d'abreuvoirs
- Etude bilan
- Animation du contrat territorial
- Communication
- Indicateurs de suivi

Par ailleurs, le syndicat a également décidé d'intégrer dans les dossiers réglementaires de déclaration d'intérêt général et le dossier de déclaration du programme de travaux au titre de la loi sur l'eau des actions de substitutions. Ces actions de substitutions pourront être enclenchées si une ou plusieurs actions programmées ne peuvent être réalisées.

***Le détail du programme est présenté en annexe.***

**Le comité syndical, après en avoir délibéré décide :**

- D'arrêter le programme d'actions prévisionnel, son financement et son calendrier prévisionnel ;
- De prendre à sa charge le montant, déduction faite des subventions obtenues, de l'ensemble des travaux inscrits au programme d'action du CTMA sur le Ru et la Vauvise ;
- De lancer la procédure de Déclaration d'Interêt Général (DIG) (dépôt du dossier pour instruction, enquête publique, etc) ;
- D'autoriser le président à signer tout document relatif à ces opérations.

**Vote :**

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Pour : 28 voix

Le **programme d'action** du **CTMA** sur les **bassins-versants du Ru et de la Vauvise** intégrant les actions de substitution est **approuvé à l'unanimité**.

Par ailleurs, pour revenir sur la fin de l'étude diagnostic, **M. GARNIER** évoque une **nouvelle difficulté** rencontrée avec notre bureau d'études **CE3E** sur la **restitution finale**. Bien que le **cahier technique prévoyait la restitution des documents définitifs** de l'étude diagnostic sur le Ru et la Vauvise en **10 versions papier**, le **directeur de CE3E** nous a indiqué que cela ne lui serait **impossible** au vu du montant d'impression et d'expédition des dossiers. Pour **achever le plus rapidement cette étude**, un **compromis** a été trouvé avec la **restitution d'une version complète au format papier** et de **5 versions numériques** sur clés USB.

Enfin, **M. PIERRE-CHUPIN** évoque le cas des **dossiers réglementaire de Déclaration d'Interêt Général (DIG)** et de **déclaration du programme de travaux** au titre de la **loi sur l'eau**. Suite à l'envoi de la version du dossier par le bureau d'études CE3E, un **travail de scindement** du **document** complet en plusieurs pièces et la **reprise** du

dossier ont dû être effectués au cours du mois d'octobre 2021 avant de permettre l'instruction du dossier. M. MALATRE de la DDT du Cher. Avec l'instruction du dossier réglementaire et la réalisation d'une enquête publique pour soumettre le programme de travaux à concertation auprès du grand public, le syndicat devrait être en mesure de réceptionner l'arrêté préfectoral validant la DIG et le dossier de déclaration pour le mois de juin 2022.

### Questions et remarques :

**1) M. GARNIER** indique, concernant le rétablissement de la continuité écologique, que les scénarios ne sont ni validés ni figés pour le moment avec les propriétaires.

En effet, lors de la phase de rencontre avec les propriétaires au premier trimestre 2021, le syndicat a évoqué aux propriétaires que le SIRVAA souhaitait intervenir sur certains ouvrages pour permettre la libre circulation des poissons et des sédiments tout en précisant que le choix du scénario se fera suite à une étude complémentaire et avec l'accord des propriétaires concernés.

**2) M. GARNIER** évoque ses doutes sur le financement du programme d'action

Lors de l'étude diagnostique, le bureau d'études CE3E a estimé les coûts de réalisation des différents travaux. Toutefois, le syndicat ne connaîtra les coûts réels de ces travaux que lorsque les appels d'offres seront lancés. Ainsi, si le coût global des actions est supérieur à l'enveloppe budgétaire, il conviendra de réduire le nombre d'actions (de travaux) à mener.

**3) M. GARNIER** évoque la recherche d'autres sources de financement hors AELB, CR et CD.

Le SIRVAA s'est rapproché notamment des syndicats de Pays (Pays Loire Val d'Aubois et Pays Sancerre Sologne), qui possèdent leurs propres contrats avec la Région. Ainsi, si certaines actions ne sont pas subventionnées par la Région Centre Val de Loire dans le cadre du Contrat Territorial du SIRVAA, des partenariats pourront être possibles entre le SIRVAA et les syndicats de Pays pour participer au financement de ces actions.

**M. GILBERT**, délégué titulaire du SIRVAA, indique que le syndicat peut se rapprocher du Syndicat Mixte du Pays Loire Val d'Aubois, qui doit relancer un nouveau Contrat Régional de Solidarité Territoriale pour 2022 ou 2023.

**M. PIERRE-CHUPIN** ajoute que le cadre du Contrat Territorial Milieux Aquatiques reste très intéressant et avantageux pour le syndicat, puisqu'il permet avec l'Agence de l'Eau, la Région et le Département d'atteindre un taux de financement de 80% pour la quasi-totalité des actions. Toutefois, ce sera lorsque ce taux de 80% ne pourra pas être atteint et lorsque la Région ne participera pas au financement des actions que le syndicat devra rechercher des financements parallèles.

**4) M. FARGEOT**, délégué titulaire du SIRVAA, s'interroge sur le montant des études complémentaires.

**M. PIERRE-CHUPIN** explique que l'étude menée depuis 2018 par le Bureau d'études CE3E est une étude diagnostique et de planification. Ainsi, elle ne constitue pas une étude de faisabilité technique avec des projets et avant-projets sur lesquels le syndicat pourra s'appuyer. Le développement des travaux se fera en interne sur des actions de restauration morphologique et sur des actions simples de rétablissement de la continuité écologique. Cependant, pour le cas du rétablissement de la continuité écologique sur des ouvrages complexes et pour lesquels le scénario d'intervention n'est pas encore fixé, le syndicat prévoit de réaliser des études complémentaires de rétablissement de la continuité écologique.

Il ajoute également qu'au lieu de réaliser 11 études de rétablissement de la continuité écologique comme proposé par CE3E, le **syndicat** va **lancer** sur **2022 et 2023** une **seule étude** de **rétablissement** de la **continuité écologique** sur les **11 ouvrages ciblés**. Ainsi, il devrait y avoir une **économie** de **mutualisation**.

**5) M. GUILLAUMAIN**, délégué suppléant au SIRVAA, demande **si le syndicat a été sollicité lors de la réfection de pont sur la RD50 au lieu-dit de Marnay**, commune de Feux, par le conseil départemental.

**M. PIERRE-CHUPIN** confirme que les **travaux** de **réfection** sur le **pont** de la RD50 ont été **engagés** par le **Conseil Départemental** et que le **syndicat** a bien été **sollicité** pour **apporter un appui technique** pour permettre le **rétablissement de la continuité écologique** lors de la réalisation ces travaux.

Il ajoute que chaque année, le **conseil départemental** **envoie** la liste des **travaux** de **réfection de pont**. Ainsi, une **concertation** entre le **syndicat** et le **service des voiries** est possible pour **concilier** ces **travaux** et **concourir** au **rétablissement** de la **continuité écologique**.

**M. GARNIER** évoque que le **syndicat** est également **sollicité** par **plusieurs communes** qui souhaitent mener des **actions d'entretien** de la **ripisylve**, de **protection** de **berge** et pour faire des **prospections** suite à des **problématiques particulières**.

---

## 2 – AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL DU POSTE D'AJOINT ADMINISTRATIF

L'**augmentation** du **temps de travail** du **poste d'adjoint administratif** de 2<sup>ème</sup> classe n'étant **plus d'actualité**, ce **point** est **retiré** de l'**ordre du jour**.

## 3 – POINT D'ACTUALITE DU CTMA AUBOIS ET AFFLUENTS DE LA LOIRE ET DE L'ALLIER

A la suite de la démarche de commande publique, **M. GARNIER** indique que le **marché** pour la **réalisation** de l'**étude diagnostique préalable** au **Contrat Territorial Milieux Aquatiques** sur les **bassins-versants** de l'**Aubois** et des **affluents** de la **Loire** et de l'**Allier** a été **notifié** au bureau d'études **SARL Rive** le **lundi 13 septembre 2021**. Le Bureau d'études est donc en cours de **réalisation** de la **phase 1** de l'état des lieux et du pré-diagnostic correspondant à la **phase bibliographique** de cette étude. Par ailleurs, le **Comité de Pilotage** pour le **lancement** de cette étude s'est réuni le **jeudi 14 octobre 2021**.

Lors du **lancement** de cette étude, le **syndicat** a sollicité les **communes principales** sur le **territoire** de **masses d'eau** de la/du **Balance**, de la **Judelle**, de l'**Aubois**, des **Presle**, des **Barres** et de l'**Etang Bernot** afin de **rencontrer** les **équipes communales** et **recenser** les **enjeux** et **usages** du territoire. Dans ce cadre, le **syndicat** a pu réaliser 4 réunions/rencontres avec les communes.

De plus, des **réunions territorialisées de concertation** ont également été **effectuées** sur la semaine du mardi 2 au vendredi 5 novembre. Ces réunions visaient un **double objectif**, le premier consistait à **présenter** le **syndicat** et le second à **échanger** sur les **enjeux** et **usages** du **territoire** en lien avec les milieux aquatiques. Lors de ces réunions ont été conviées les **communes**, les **communautés de communes**, quelques **partenaires techniques** et les **associations locales** de **pêche** notamment.

Le **planning d'exécution** de cette étude est présenté dans le tableau en page suivante.

	2021					2022											2023							
	août	Sept	Oct	Nov	Dec	Janv	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	août	Sept	Oct	Nov	Dec	Janv	Fev	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil
<b>Nombre de mois depuis le début de l'étude</b>	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Ordre de mission et lancement de l'étude en Comité de Pilotage																								
<b>Phase 1 : Pré-diagnostic</b>																								
Réunions CoTech et CoPil																								
<b>Phase 2 : Diagnostic partagé</b>																								
Réunions CoTech et CoPil																								
<b>Phase 3 : Programme d'action et indicateurs de suivi et d'évaluation</b>																								
Réunions CoTech et CoPil																								
Concertation élus locaux et propriétaires par SIRVAA																								
<b>Phase 4 : Documents règlementaires DIG et DLE</b>																								
Réunion de cadrage																								
Achevement de l'étude avec réunion et restitution documents définitifs																								

■ Période d'activité      ■ Comité Technique      ■ Comité de Pilotage  
■ Réunion de travail      ■ Etape de concertation SIRVAA

#### 4 – POINT RECRUTEMENT 2EME AGENT TECHNIQUE

**M. GARNIER** informe que le syndicat à réaliser les **procédures de recrutement** pour le **2<sup>ème</sup> agent technique** au cours des mois de septembre (parution de l'offre d'emploi) et du mois d'octobre 2021 (analyse des candidatures). Suite à l'analyse des **21 candidatures réceptionnées**, il a été décidé de **rencontrer** sur 2 demi-journées **6 candidats** dont le profil correspondait aux attentes du poste. Les entretiens se sont déroulés le jeudi 21 et le vendredi 22 octobre 2021 et le **jury** était **composé** du **Président** du SIRVAA, des **Vice-Présidents** disponibles sur ces entretiens, de **M. PIERRE-CHUPIN** Erwan, le chargé de mission rivières et avec l'assistance de **Mme NORMAND** Ludivine, de la cellule d'animation et suivi des travaux en rivières du Conseil Départemental du Cher.

A l'issue de ces entretiens, le **choix** du syndicat s'est **porté** sur **Madame GAUVIN** Amaya pour **occuper** le second **poste technique** du SIRVAA pour la **préparation** et le **suivi** des **travaux** du **Contrat Territorial** sur le **Ru** et la **Vauvise** de 2022 à 2027. Mme GAUVIN est **nouvellement diplômée** (2021) de l'école d'ingénieur de **Polytech** de **Tours** avec une **spécialité** sur les **Milieux Aquatiques**. Au travers de cette formation et des expériences de stage, elle dispose de **connaissances** et de **compétences développées** sur le **fonctionnement** et la **restauration** des **milieux aquatiques** et de **connaissances théoriques** sur les **marchés publics** et le **suivi de chantier**. Malgré son jeune âge, sa formation spécialisée lui permettra d'être **rapidement autonome** et **opérationnelle**. Pour faciliter sa prise de poste, des **formations thématiques** seront **proposées** à Mme GAUVIN et le **SIVY** sera **sollicité** pour **donner un appui technique** sur la mise en œuvre opérationnelle du poste sur la **préparation** des **travaux** et le **suivi** de **chantier**. Madame GAUVIN occupera donc le **poste de chargé de mission rivières** au syndicat sous un **grade d'ingénieur territorial**, en catégorie A, pour une **rémunération** correspondante en **brut** de **1 827€/mois**.

La **prise de poste** de **Mme GAUVIN** aura lieu pour le **1<sup>er</sup> décembre 2021**.

### Questions et remarques :

6) **M. FARGEOT** fait remarquer que ce **second poste de chargé de mission sera financé entièrement par le syndicat sur le mois de décembre 2021.**

**M. PIERRE-CHUPIN** explique, que lors de la préparation du **budget 2021** le **syndicat** avait **prévu** cette **prise de poste au mois d'octobre**. Ainsi, le **financement** de ce deuxième poste technique, à 100% par le syndicat, était **prévu sur 3 mois**.

7) **M. GARNIER** évoque le **changement d'organisation du syndicat** avec l'arrivée de Madame GAUVIN.

De ce fait, le **syndicat** va **prévoir** la **création de 3 nouvelles boîtes mails** pour permettre de faire la distinction entre les 2 agents techniques et le secrétariat. De même, **deux lignes fixes** seront **mises en place** pour distinguer le bureau administratif et le bureau technique.

## 5 – DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET DE RESSOURCES HUMAINES A PRODUIRE

### 5.1. Lignes Directrices de Gestion

**M. GARNIER** informe de l'**obligation** de l'**élaboration** des **Lignes Directrices de Gestion (LDG)** en accord avec l'article 33-5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et l'article 13 du décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019. Les **LDG** définissent les **enjeux** et **objectifs** de la **politique de ressources humaines** et les **orientations générales** en matière de **promotion** et de **valorisation** des **parcours** conduite au sein de chaque collectivité territoriale et établissement.

Les **LDG** sont une **source d'information** destinée aux **agents**, aux responsables et gestionnaires des ressources humaines ou aux organisations syndicales qui permettent de **recenser** les **projets** et les **modalités** de gestion des **ressources humaines** en matière de recrutement, d'évolution professionnelle, d'égalité professionnelle femmes/hommes, de politique de rémunération....., de connaître les orientations et priorités de la collectivité ou l'établissement et de guider les autorités compétentes dans la prise de leurs décisions dans ces matières, sans cependant qu'elles renoncent à leur pouvoir d'appréciation au cas par cas.

L'élaboration de cette stratégie de mise en œuvre de LDG commence par la réalisation d'un **état des lieux des documents** et **procédures** en matière de ressources humaines. Suite à cet état des lieux, le syndicat devra définir une **stratégie pluriannuelle de gestion des ressources humaines** et **inscrire** les **échéances** de mise en œuvre de cette stratégie.

Les **Lignes Directrices de Gestion** devront être **soumises pour avis** au Comité Technique du **Centre de Gestion** du Cher, **avant délibération** par le Comité Syndical du **SIRVAA**.

### 5.2. Document unique de prévention des risques

**M. GARNIER** indique que le syndicat devra également mettre en place une **stratégie de Prévention des risques professionnels** en accord avec les politiques Européennes et Nationales de protection de la santé physique et mentale des travailleurs. Le **décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001** est venu concrétiser le dispositif général de protection des travailleurs en **imposant** à l'**employeur** de **transcrire** et de **mettre à jour** dans un **document**

**unique** les **résultats** de l'**évaluation** des **risques** pour la **santé** et la **sécurité** des **travailleurs** (article R. 4121-1 à R. 4121-4 du Code du travail). Le fait de ne pas transcrire ou de ne pas mettre à jour les résultats de l'évaluation des risques est passible de sanctions pénales.

L'**évaluation des risques** vise à **connaître**, de manière exhaustive et précise, les **risques** auxquels les **travailleurs** peuvent être **exposés**. Elle s'attache à tenir compte de l'évolution des techniques avec le souci d'assurer la mise en œuvre du principe fondamental d'une adaptation du travail à l'homme.

Conformément à l'article L.4121-2 du code du travail, l'employeur développe les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs autour des principes généraux suivants :

1. **Eviter** les **risques** ;
2. **Evaluer** les **risques** qui ne peuvent pas être évités ;
3. **Combattre** les **risques** à la source ;
4. **Adapter** le **travail** à l'homme. ;
5. **Tenir compte** de l'état **d'évolution** de la **technique** ;
6. **Remplacer** ce qui **est dangereux** par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. **Planifier** la **prévention** en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants ;
8. **Prendre** des **mesures de protection collective** en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. **Donner** les **instructions appropriées** aux travailleurs.

Le **document unique** de **prévention des risques** devra être **soumis** pour **avis** au Comité Technique ou au Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail du **Centre de Gestion** du Cher, **avant délibération** par le Comité Syndical du **SIRVAA**.

### **5.3. Régime Indemnitaires tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP)**

Enfin, concernant les documents administratifs et de ressources humaines, **M. GARNIER** souhaite aborder le **Régime Indemnitaires** du **RIFSEEP**. Il rappelle que le RIFSEEP est issu du décret n°2014-513 qui a instauré le régime indemnitaires tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'expérience professionnelle dans la fonction publique d'État.

L'objectif du **nouveau Régime Indemnitaires** tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) vise à **harmoniser** à l'échelle nationale les **régimes indemnitaires** dans la **fonction publique**. Ce régime indemnitaires se divise en **deux types de primes** avec une **Indemnitaires** basée sur les **Fonctions**, les **Sujétions** et les **Expertises** (IFSE) et à un **Complément Indemnitaires Annuel** (CIA) basé sur les résultats de l'agent au cours de l'année.

La **mise en place** du **RIFSSEP** est déclinée selon la **méthodologie** suivante avec :

1. La **définition** des **critères de jugement** des agents selon 3 critères (fonction d'encadrement, technicité, sujétions particulières) ;
2. La **cotation** des **agents** selon le poste occupé ;
3. La **définition** du **groupe** par **catégorie d'agents** ;
4. La **définition** des **montants maximums d'IFSE** et de **CIA** par le syndicat selon le groupe et la catégorie de l'agent (sur la base des montants plafonds déterminés par arrêtés) ;
5. **Application** de la **cotation** pour déterminer le **montant d'IFSE** à verser annuellement ou mensuellement et pour déterminer selon les résultats annuels des agents le **montant** du **CIA** à verser annuellement.

Lors de la réunion de **Bureau** du 27 septembre 2021, les **critères de jugement** suivants ont été **proposés** :

Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	Technicité, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel
Capacité d'encadrement	Connaissances et expertises requises	Relation externes / internes
Conduite de projet	Technicité / niveau de difficulté	Risques d'agression physique ou verbal
Présentation et/ou animation de réunion	Pratique et maîtrise d'un outil métier	Aléas des blessures encourues
	Polyvalence / diversité des tâches	Obligation d'assister aux instances
	Autonomie / Initiative	Acteur de la prévention

Les **critères de jugement** des agents dans le cadre de l'instauration du RIFSSEP devront être **soumis** pour **avis** au Comité Technique du **Centre de Gestion** du Cher, **avant délibération** par le Comité Syndical du **SIRVAA**. Ensuite, des arrêtés de notification seront pris pour valider les montants d'IFSE à verser aux agents et pour valider les montants de CIA à verser aux agents, selon les résultats annuels.

## 6 – POINT D'ACTUALITE LOI CLIMAT ET RESILIENCE

**M. PIERRE-CHUPIN**, informe de la **parution** de la **loi n°2021-1104** du **22 août 2021** portant **lutte** contre le **dérèglement climatique** et **renforcement** de la **résilience** face à ses effets. Cette loi aussi appelée **loi climat et résilience** fait suite aux propositions émises par la **Convention Citoyenne pour le Climat** mise en place de 2019 à 2021 pour développer une **stratégie de réduction des gaz à effets de serre** dans un esprit de justice sociale. Cette loi s'articule donc autour de 5 thématiques avec la consommation, la production et le travail, le transport, le logement et l'alimentation.

C'est donc au titre de **l'augmentation** de la **production des énergies renouvelables** que l'article 49 de cette **loi Climat et Résilience** vient **modifier l'article L.214-17 du code de l'environnement** sur le **rétablissement** de la **continuité écologique** sur les cours d'eau inscrits en **Liste 2**.

Cette modification précise que pour les cours d'eau en liste 2 que « Une **liste de cours d'eau**, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est **nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments** et la **circulation des poissons migrateurs**. **Tout ouvrage** doit y être **géré, entretenu** et **équipé** selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant, **sans que puisse être remis en cause son usage actuel ou potentiel**, en particulier aux fins de production d'énergie. S'agissant plus **particulièrement des moulins à eau, l'entretien, la gestion et l'équipement** des ouvrages de retenue sont **les seules modalités prévues** pour l'accomplissement des obligations relatives au franchissement par les poissons migrateurs et au transport suffisant des sédiments, à **l'exclusion de toute autre, notamment** de celles portant sur la **destruction de ces ouvrages**. »

Des **précisions** devront être **apportées** dans les **mois à venir** concernant les impacts de cette évolution réglementaire sur les projets de **SDAGE**, sur les **modalités de financement** de nos partenaires. De même, des **répercussions** sur le **programme d'action** du futur **CTMA Ru et Vauvise** sont à prévoir pour mettre en adéquation le programme d'action avec l'évolution de la réglementation. Toutefois, la **stratégie** du **syndicat** sur l'élaboration du programme d'action **reste cohérente**, puisque les **actions de rétablissement** de la continuité écologique sur des ouvrages de type moulin feront **suite** à une **étude complémentaire** de rétablissement de la continuité écologique.

---

### Questions et remarques :

**8) M. GILBERT** demande quel est **l'intérêt de travailler sur les ouvrages liés à des moulins si l'effacement ou l'arasement ne sont plus possible**.

**M. PIERRE-CHUPIN** explique que les **propriétaires de moulin sur cours d'eau en liste 2** sont **toujours concernés** par **l'obligation de mise en conformité** pour **permettre la libre circulation des poissons** et des **sédiments**. Toutefois, sur les **ouvrages de moulin**, la **loi Climat et Résilience** impose que seul **l'équipement** ou **l'aménagement** de ces ouvrages doivent être **proposés**.

Il évoque qu'une **réflexion** sera à **enclencher** sur ces **ouvrages** étant donné que les actions **d'équipement** ou **d'aménagement** sont **plus coûteuses** pour un **gain écologique** assez **faible** par rapport à un effacement ou un arasement. De plus, il est estimé que sur un **dispositif fonctionnel de passe à poissons**, **2/3** des **poissons arrivant** sur l'ouvrage **réussissent** à le **remonter**. Ainsi, la **succession de passes à poissons** n'aurait **pas de sens**.

**9) M. FARGEOT**, souhaite savoir **comment** il est **possible de s'assurer du maintien de l'alimentation du bief** avec un **dispositif de franchissement** (bras de contournement ou passe à poissons).

**M. PIERRE-CHUPIN** indique que la **répartition des écoulements** va **dépendre** de la **côte** du **dispositif** de franchissement et de sa **section**. Toutefois, cela **nécessite** une **technicité importante** pour **bien définir** ces **paramètres** et la **réalisation de modélisations hydrauliques**. C'est pourquoi le **syndicat** va **réaliser** une **étude de rétablissement de la continuité écologique** sur ces ouvrages pour **s'assurer de la bonne définition** de ces **paramètres** et pour pouvoir **étudier les impacts** des **différents scénarios** sur le **milieu** et sur les **usages**.

---

## 7 – INFORMATIONS DIVERSES

### 7.1 – Groupes de travail territorialisés

**M. GARNIER** indique que le syndicat a instauré deux groupes de travail territorialisés par sous-bassins-versant pour suivre les études et travaux en séance du mercredi 23 juin 2021. Ces groupes de travail sont uniquement à destination des délégués titulaires et suppléants du SIRVAA.

Les personnes actuellement inscrites au groupe de travail Ru-Vauvise sont les personnes suivantes :

• M. GARNIER Jean-Michel	• M. DE CHOULOT Etienne
• M. LIANO Jacques	• Mme MARQ Pascale
• M. MAURICE Nicolas	• M. LACOUDRE Guy
• M. PINSON Eric	• M. LEGER Patrick
• M. CHAPELIER	•

**M. GARNIER** recense alors les délégués souhaitant s'inscrire à ce groupe de travail. Aucune nouvelle demande d'inscription à ce groupe de travail n'est formulée.

Ensuite, les personnes actuellement inscrites au groupe de travail Aubois et affluents de la Loire et de l'Allier sont les personnes suivantes :

• M. GARNIER Jean-Michel	• M. DE CHOULOT Etienne
• M. LIANO Jacques	• Mme MARQ Pascale
• M. MAURICE Nicolas	• M. ITTE Christian
• M. LAMOUREUX Jean-Claude	• M. LACOUDRE Guy

**M. GARNIER** recense alors les délégués souhaitant s'inscrire à ce groupe de travail. Aucune nouvelle demande d'inscription à ce groupe de travail n'est formulée.

### 7.2. Protection des données et RGPD

**M. GARNIER** évoque le **besoin d'enclencher** une **réflexion** en matière de **protection des données personnelles (RGPD)**.

**M. LIANO**, Vice-Président du SIRVAA explique que le **syndicat doit** avant tout faire un **état des lieux** des **données personnelles récoltées** et être **vigilant** sur **l'utilisation** de ces données. Ensuite, le syndicat se doit **d'informer** les **personnes concernées** que le syndicat dispose de leurs données et doit informer sur le **traitement** qui sera fait de ces dernières, la **durée de stockage**, ... .

### 7.3. Difficultés d'atteinte du Quorum

**M. GARNIER** indique que le syndicat **peine** à **atteindre** le **quorum** depuis les deux dernières réunions du Comité Syndical malgré les différents envois effectués. Il indique vouloir mener une **réflexion** pour **faciliter** la **compréhension** sur les **règles** de **procuration** et de **suppléance**.

**M. LIANO** ajoute que **depuis la nouvelle mandature**, les **règles de quorum** étaient **abaissées** au **tiers des membres** pour l'ensemble des **organes délibérants** à cause de l'état sanitaire. Ainsi, il semble **pertinent de communiquer** sur ce sujet.

#### **7.4. Financement du programme de travaux**

**M. GARNIER** évoque les **difficultés** à prévoir pour le **financement du programme de travaux**. La première vient du fait que le **syndicat travaille** sur des **estimations de travaux** proposées par le bureau d'études CE3E. Ainsi, il espère que le **coût des travaux** soit **au plus proche** des **estimations** faites par CE3E. Dans le **cas contraire**, des **actions** devront être **déprogrammées** pour permettre de **maintenir l'enveloppe budgétaire initiale**.

Ensuite, il évoque le fait que **contrairement** à ce qu'il a pu voir dans **d'autres département**, la **trésorerie de Baugy n'autorise pas** le SIRVAA à pouvoir **inscrire des travaux en section d'investissement**. Pourtant, **l'inscription des travaux en investissement** permettrait au syndicat **d'éviter** de faire appel à une **ligne de trésorerie** tous les ans, de pouvoir de **contracter un emprunt** ce qui **assurerait le paiement des entreprises en attendant le versement des subventions**. Toutefois, sur cette question **malgré les courriers envoyés** à la **DGFIP** et les **rendez-vous** avec les **trésoriers généraux** sur Baugy, **aucune réponse** n'est encore **apportée** sur cette possibilité d'inscription de travaux en section d'investissement.

#### **Questions et remarques :**

**10) M. GILBERT** évoque que à sa connaissance, il n'est **pas possible d'inscrire des travaux sur secteurs privés** en section d'investissement.

**M. LIANO** explique s'être renseigné sur la question et que dans le **cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général**, les collectivités peuvent **faire fonction** la ligne « **Compte pour tiers** » pour **inscrire des travaux** en section d'investissement.

**M. GILBERT** propose au **syndicat** de procéder à une **écriture budgétaire** intégrant les **restes à charges / restes à réaliser et charges / produits rattachés** pour être **au plus juste** entre le dépenses réelles et budgétisées. De plus, pour **permettre le paiement des entreprises** dans l'attente de la perception des subventions, **plusieurs solutions** existent entre la **ligne de trésorerie, l'emprunt et l'écriture budgétaire**.

## **8 – DIVERS**

**11) M. LACOUDRE**, souhaite que le **syndicat communique davantage** sur son **rôle et ses missions de restauration des milieux aquatiques auprès des élus et du grand public**.

**M. GARNIER** reconnaît que, à l'heure actuelle, le **syndicat est peu connu** et qu'il est **prévu pour l'année 2022** de **créer un site internet** pour le syndicat, de créer un **logo** ainsi qu'une **plaquette de présentation du syndicat**. En ce qui concerne la **communication** auprès des **élus**, il précise que des **rencontres** ont eu lieu avec les **équipes communales** sur les communes concernées par le **programme de travaux prévisionnel** sur le territoire **Ru et Vauvise** et que les **communes de l'Aubois** et des **affluents de la Loire et de l'Allier** ont été **sollicitées** pour la **réalisation d'une présentation du syndicat**. Par ailleurs, lors des **réunions territorialisées**, **deux journalistes**, ont été contactés pour **participer à ces réunions et écrire des articles** qui ont **paru dans la Voix du Sancerrois et le Berry Républicain**.

**M. FARGEOT** indique que pour lui, le **syndicat a besoin de faire ses preuves avec la réalisation de travaux pour pouvoir communiquer** et montrer **l'intérêt du syndicat**.

**12) M. LIANO** indique que le syndicat a rempli une **demande de subvention pour la création d'un site internet dans le cadre de France Relance**.

A ce titre, **M. GILBERT** indique qu'il sera **nécessaire de prévoir la mise en ligne des comptes-rendus de séances** pour faciliter leurs accessibilités.

**13) M. GILBERT** souhaite qu'une **réunion de la commission des finances soit proposée sur la fin d'années 2021**. En effet, à partir du **15 décembre 2021**, les **collectivités ne sont plus en mesure de mandater**. Ainsi, la **commission de finances pourrait analyser les résultats de l'exercice 2021 et lancer la budgétisation pour 2022** qui devra intégrer les travaux à prévoir sur le Ru et la Vauvise, l'étude sur l'Aubois et les affluents de la Loire et de l'Allier et les charges associées aux 3 agents du Syndicat.

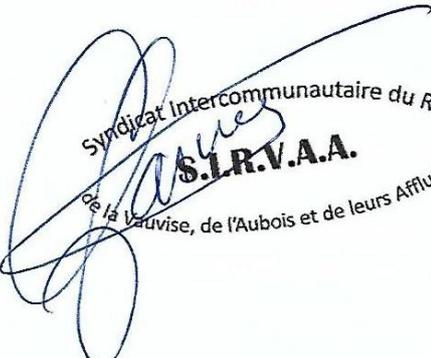
**M. LIANO** manifeste son **accord** avec M. GILBERT et **indique** que la **commission des finances sera réunie** sur la fin d'année 2021 ou au plus tard en janvier 2022.

---

L'ordre du jour ayant été épuisé, M. GARNIER lève la séance du comité syndical du 8 novembre 2021 à 21h.

Lu et approuvé

Le Président du Syndicat  
M. GARNIER Jean-Michel



Syndicat Intercommunautaire du Ru,  
**S.I.R.V.A.A.**  
de la Vauvise, de l'Aubois et de leurs Affluents

## ANNEXE de la délibération 2021 SIRVAA 23 – Validation du programme d'action du Contrat Territorial Milieux Aquatiques Ru et Vauvise de 2022 à 2027

Tableau 1 : synthèse technique des actions programmées et de substitution du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise de 2022 à 2027.

Actions	Programme d'actions de 2022 à 2027	Actions de substitution	Actions concernés par la DIG et le dossier de déclaration
Travaux de restauration de la morphologie de cours d'eau	- 1 400ml de cours d'eau restaurés (3 sites)	- 2 300ml de cours d'eau restaurés (4 sites)	- 3 700ml de cours d'eau restaurés (6 sites)
Travaux de restauration de la petite continuité écologique (chute <50cm)	- 7 petits ouvrages effacés ou arasés (7 sites) - 2 petits ouvrages aménagés (2 sites)	- 1 petit ouvrage effacé (1 site) - 1 petit ouvrage aménagé (1 site)	- 8 petits ouvrages effacés ou arasés (8 sites) - 3 petits ouvrages aménagés (3 sites)
Travaux de restauration de la continuité écologique (chute >50cm) sans études complémentaires	- 2 grands ouvrages effacés ou arasés (2 sites) - 1 grand ouvrage aménagé ou contourné (1 site)	- 3 grands ouvrages effacés (3 sites)	- 5 grands ouvrages effacés ou arasés (5 sites) - 1 grand ouvrage aménagé ou contourné (1 site)
Travaux de restauration de la continuité écologique (chute >50cm) suite à études complémentaires	- 8 ouvrages effacés, arasés ou équipés/aménagés (7 sites)	- 2 ouvrages effacés, arasés ou équipés/aménagés (2 sites)	- 10 ouvrages effacés, arasés ou équipés/aménagés (9 sites)
Restauration de berge (stabilisation pied de berge par banquettes)	- 150ml de berge restaurée - 43ml de berge protégée (hors cadre subvention)		- 150ml de berge restaurée - 43ml de berge protégée (hors cadre subvention)
Travaux de restauration des annexes hydrauliques	- 2,5ha de zone humide restaurée (2 sites)		- 2,5ha de zone humide restaurée (2 sites)
Plantation	- 5 070ml de ripisylve plantée (5 sites) - 1 800ml de ripisylve restaurée (1 site)	- 2 400ml de ripisylve plantée (1 site)	- 7 470ml de ripisylve plantée (6 sites) - 1 800ml de ripisylve restaurée (1 site)
Pose de clôture et d'abreuvoirs	- 3 910ml de clôture posée (5 sites) - 17 abreuvoirs posés (7 sites)	- 9 abreuvoirs (2 sites)	- 3 910ml de clôture posée (5 sites) - 26 abreuvoirs posés (9 sites)
Etude de faisabilité technique pour le rétablissement de la continuité écologique	- 11 ouvrages étudiés (7 sites)	- 2 ouvrages étudiés (2 sites)	- 13 ouvrages étudiés (9 sites)
Communication sur le contrat territorial et les actions réalisées	- panneaux de communication sur site - site internet - panneaux pour exposition itinérante (kakémono)		- panneaux de communication sur site - site internet - panneaux pour exposition itinérante (kakémono)
Mise en place d'indicateurs de suivi après travaux	- Indicateurs biologiques (IPR, I2M2) et physico-chimiques - Suivis photographiques - Suivis hydromorphologiques (CARHYCE)		- Indicateurs biologiques (IPR, I2M2) et physico-chimiques - Suivis photographiques - Suivis hydromorphologiques (CARHYCE)
Animation du contrat territorial	- 1 technicien de rivières (1 ETP) - 1 secrétaire administratif (0,5 ETP)		- 1 technicien de rivières (1 ETP) - 1 secrétaire administratif (0,5 ETP)
Evaluer le programme	- Bilans annuels - Bilan du contrat territorial et définition d'une nouvelle programmation		- Bilans annuels - Bilan du contrat territorial et définition d'une nouvelle programmation

Tableau 2 : description des actions et plan de financement de la première année (2022) du programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise.

## CTMA Ru Vauvise - Plan de financement 1ère année - 2022

Groupe d'action	Action	Type d'action	Nature action	Descriptif action	Priorité	Coût TTC	Agence de l'Eau Loire Bretagne		Conseil Régional Centre Val de Loire		Conseil Départemental du Cher		SIRVAA	
							Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux autofinancement	Montant TTC reste à charge
GA VAU03	VAU 1.4	Etude continuité	Moulin de Vrin OH Vau08	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	2	12 000,00 €	50%	6 000,00 €	0%	- €	30%	3 600,00 €	20%	2 400,00 €
	VAU 1.5	Etude continuité	Ouvrages de décharge à St Martin des Champs OH Vau09	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	1	36 000,00 €	50%	18 000,00 €	0%	-	30%	10 800,00 €	20%	7 200,00 €
	VAU 1.6	Etude continuité	Vanne de la commune de Sancergues OH Vau10											
	VAU 1.7	Etude continuité	Moulin de St-Martin-des-Champs OH Vau11											
GA VAU07	VAU 1.12	Continuité	Seuil de prise d'eau du château de Chalivoy OH Vau19	Arasement partiel par échancrure dans le seuil et renaturation locale sur 20 ml	1	22 500,00 €	50%	11 250,00 €	0%	- €	30%	6 750,00 €	20%	4 500,00 €
GA VAU08	VAU 1.14	Etude continuité	Clapet du Moule OH Vau21	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	1	22 500,00 €	50%	11 250,00 €	0%	- €	30%	6 750,00 €	20%	4 500,00 €
GA BLA01	BLA 1.5	Structurante	Pont cadre - les Cloix OH Bla07	Aménagement de l'ouvrage par recharge granulométrique et mise en place de rugosité	1	4 200,00 €	50%	2 100,00 €	20%	840,00 €	10%	420,00 €	20%	840,00 €
GA ETA01	ETA 1.4	Etude continuité	Vanne de l'ancien monastère OH Eta05	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	2	21 000,00 €	50%	10 500,00 €	0%	- €	30%	6 300,00 €	20%	4 200,00 €
GA LIS03	LIS 4.2	Structurante	Plantation	Plantation d'une ripisylve sur 1 400 ml de berge	3	9 750,00 €	50%	4 875,00 €	0%	- €	30%	2 925,00 €	20%	1 950,00 €
	LIS 5.6	Structurante	Abreuvoirs et clôtures	Mise en place de 4 abreuvoirs et 1 860 ml de clôture	3	23 616,00 €	50%	11 808,00 €	0%	- €	30%	7 084,80 €	20%	4 723,20 €
GA CHAN04	CHAN 1.6	Etude continuité	Moulin de Marnay OH Chan06	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	1	24 000,00 €	50%	12 000,00 €	0%	- €	30%	7 200,00 €	20%	4 800,00 €
GA BOI03	BOI 1.4	Etude continuité	Déversoir amont Saint Bouize OH Boi04	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	1	18 000,00 €	50%	9 000,00 €	0%	- €	30%	5 400,00 €	20%	3 600,00 €
GA BOI04	BOI 2.8	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 150 ml	2	27 000,00 €	50%	13 500,00 €	20%	5 400,00 €	10%	2 700,00 €	20%	5 400,00 €
	BOI 4.5	Structurante	Plantation	Plantation de ripisylve sur 150ml de berge en rive gauche	2	1 050,00 €	50%	525,00 €	20%	210,00 €	10%	105,00 €	20%	210,00 €
	BOI 5.8	Complémentaire MAIS regroupée	Abreuvoirs et clôtures	Mise en place de 1 abreuvoir et de 340 ml de clôture	5	4 600,00 €	50%	2 300,00 €	20%	920,00 €	10%	460,00 €	20%	920,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste de chargé de mission rivières (1 ETP) et frais de fonctionnement			50 000,00 €	60%	30 000,00 €	20%	10 000,00 €	0%	0 €	20%	10 000,00 €
Communication			Montant annualisé			2 500,00 €	60%	1 500,00 €	0%	- €	20%	500,00 €	20%	500,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un IZM2 avant travaux pour le GA VAU07			3 960,00 €	50%	1 980,00 €	0%	- €	30%	1 188,00 €	20%	792,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>282 676,00 €</b>		<b>146 588,00 €</b>		<b>17 370,00 €</b>		<b>62 182,80 €</b>		<b>56 535,20 €</b>

Tableau 3 : description des actions et plan de financement de la deuxième année (2023) du programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise.

## CTMA Ru Vauvise - Plan de financement 2ème année - 2023

Groupe d'action	Action	Type d'action	Nature action	Descriptif action	Priorité	Coût TTC	Agence de l'Eau Loire Bretagne		Conseil Régional Centre Val de Loire		Conseil Départemental du Cher		SIRVAA		
							Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux autofinancement	Montant TTC reste à charge	
Individuelle Vau 1.8	VAU 1.8	Etude continuité	Moulin de Sarré OH Vau12	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	2	24 000,00 €	50%	12 000,00 €	0%	- €	30%	7 200,00 €	20%	4 800,00 €	
GA VAU04	VAU 1.9	Etude continuité	Moulin de "Grands Deux Lions" 1/3 OH Vau13	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	2	15 000,00 €	50%	7 500,00 €	0%	- €	30%	4 500,00 €	20%	3 000,00 €	
	VAU 1.10	Etude continuité	Moulin de "Grands Deux Lions" 2/3 OH Vau14	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	2	15 000,00 €	50%	7 500,00 €	0%	- €	30%	4 500,00 €	20%	3 000,00 €	
GA LIS01	LIS 1.1	Structurante	Pont - D12 OH Lis02	Arasement partiel par échancrure dans le radier du pont	2	6 000,00 €	50%	3 000,00 €	20%	1 200,00 €	10%	600,00 €	20%	1 200,00 €	
	LIS 2.1	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 700 ml	2	126 000,00 €	50%	63 000,00 €	20%	25 200,00 €	10%	12 600,00 €	20%	25 200,00 €	
	LIS 5.2	Complémentaire MAIS regroupée	Abreuvoirs et clôtures	Mise en place de 1 abreuvoirs et 700 ml de clôture	5	8 160,00 €	50%	4 080,00 €	20%	1 632,00 €	10%	816,00 €	20%	1 632,00 €	
GA PLA02	PLA 1.4	Structurante	Seuil du lavoir du bourg de Veaugues OH Pla04	Effacement de l'ouvrage	2	3 000,00 €	50%	1 500,00 €	20%	600,00 €	10%	300,00 €	20%	600,00 €	
	PLA 2.1	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 550 ml	2	79 200,00 €	50%	39 600,00 €	20%	15 840,00 €	10%	7 920,00 €	20%	15 840,00 €	
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste de chargé de mission rivières (1 ETP) et frais de fonctionnement				50 000,00 €	60%	30 000,00 €	20%	10 000,00 €	0%	0 €	20%	10 000,00 €
Communication			Montant annualisé				2 500,00 €	60%	1 500,00 €	0%	- €	20%	500,00 €	20%	500,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 avant travaux pour le GA LIS01 et GA PLA02				7 920,00 €	50%	3 960,00 €	0%	- €	30%	2 376,00 €	20%	1 584,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>336 780,00 €</b>	<b>173 640,00 €</b>	<b>54 472,00 €</b>	<b>41 312,00 €</b>	<b>67 356,00 €</b>					

Tableau 4 : description des actions et plan de financement de la troisième année (2024) du programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise.

### CTMA Ru Vauvise - Plan de financement 3ème année - 2024

Groupe d'action	Action	Type d'action	Nature action	Descriptif action	Priorité	Coût TTC	Agence de l'Eau Loire Bretagne		Conseil Régional Centre Val de Loire		Conseil Départemental du Cher		SIRVAA	
							Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux autofinancement	Montant TTC reste à charge
GA VAU03	VAU 1.4	Continuité	Moulin de Vrin OH Vau08	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	2	60 000,00 €	50%	30 000,00 €	0%	- €	30%	18 000,00 €	20%	12 000,00 €
Individuelle Vau 1.13	VAU 1.13	Structurante	Seuil moulin de la Grange (station hydro) OH Vau20	Aménagement de l'obstacle par rappareillage de blocs	1	6 000,00 €	50%	3 000,00 €	20%	1 200,00 €	10%	600,00 €	20%	1 200,00 €
GA VAU10	VAU 4.12	Structurante	Plantation	Plantation de ripisylve sur 480 ml de berge en rive droite	3	2 460,00 €	50%	1 230,00 €	0%	- €	30%	738,00 €	20%	492,00 €
	VAU 5.35	Structurante	Abreuvoirs	Mise en place de 2 abreuvoirs	3	2 880,00 €	50%	1 440,00 €	0%	- €	30%	864,00 €	20%	576,00 €
GA ETA01	ETA 1.2	Structurante	Vannage de la Métairie d'en Haut OH Eta03	Effacement de l'ouvrage	2	12 000,00 €	50%	6 000,00 €	20%	2 400,00 €	10%	1 200,00 €	20%	2 400,00 €
	ETA 1.3	Continuité	Moulin de l'ancien étang de la Vauvillie OH Eta04	Aménagement de l'ouvrage par effacement du déversoir latéral d'alimentation du bief du moulin	2	6 000,00 €	50%	3 000,00 €	0%	- €	30%	1 800,00 €	20%	1 200,00 €
	ETA 1.4	Continuité	Vanne de l'ancien monastère OH Eta05	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	2	72 000,00 €	50%	36 000,00 €	0%	- €	30%	21 600,00 €	20%	14 400,00 €
GA BOI02	BOI 4.3	Structurante	Plantation	Plantation de ripisylve sur 850 ml de berge	2	5 664,00 €	50%	2 832,00 €	0%	- €	30%	1 699,20 €	20%	1 132,80 €
	BOI 5.4	Complémentaire	Abreuvoirs et clôtures	Mise en place de 1 abreuvoir et de 450 ml de clôture	4	5 760,00 €	30%	1 728,00 €	0%	- €	30%	1 728,00 €	40%	2 304,00 €
	BOI 5.5	Complémentaire	Abreuvoirs et clôtures	Mise en place de 1 abreuvoir et de 190 ml de clôture	4	3 264,00 €	30%	979,00 €	0%	- €	30%	979,00 €	40%	1 306,00 €
GA BOI03	BOI 1.4	Continuité	Déversoir amont Saint Bouize OH Boi04	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	1	48 000,00 €	50%	24 000,00 €	0%	- €	30%	14 400,00 €	20%	9 600,00 €
	BOI 5.7	Complémentaire	Abreuvoirs et clôtures	Mise en place de 1 abreuvoir et de 370 ml de clôture	5	4 992,00 €	30%	1 498,00 €	0%	- €	30%	1 498,00 €	40%	1 996,00 €
	BOI 3.4	Complémentaire	Protection de berge	Protection de berge sur 40 ml	4	7 200,00 €	0%	- €	0%	- €	0%	- €	100%	7 200,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste de chargé de mission rivières (1 ETP) et frais de fonctionnement			50 000,00 €	60%	30 000,00 €	20%	10 000,00 €	0%	0 €	20%	10 000,00 €
Communication			Montant annualisé			2 500,00 €	60%	1 500,00 €	0%	- €	20%	500,00 €	20%	500,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 avant travaux pour le GA VAU03, ETA01 et GA BOI03			11 880,00 €	50%	5 940,00 €	0%	- €	30%	3 564,00 €	20%	2 376,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>300 600,00 €</b>		<b>149 147,00 €</b>		<b>13 600,00 €</b>		<b>69 170,20 €</b>		<b>68 682,80 €</b>

Tableau 5 : Description des actions et plan de financement de la quatrième année (2025) du programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise.

### CTMA Ru Vauvise - Plan de financement 4ème année - 2025

Groupe d'action	Action	Type d'action	Nature action	Descriptif action	Priorité	Coût TTC	Agence de l'Eau Loire Bretagne		Conseil Régional Centre Val de Loire		Conseil Départemental du Cher		SIRVAA	
							Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux autofinancement	Montant TTC reste à charge
GA VAU08	VAU 1.14	Continuité	Clapet du Moule OH Vau21	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	1	132 000,00 €	50%	66 000,00 €	0%	- €	30%	39 600,00 €	20%	26 400,00 €
	VAU 1.15	Structurante	Seuil de répartition OH Vau21	Effacement ou arasement partiel de l'ouvrage	3	6 000,00 €	50%	3 000,00 €	20%	1 200,00 €	10%	600,00 €	20%	1 200,00 €
GA ASN01	ASN 1.1	Structurante	Radier de pont du chemin des Michons OH Asn03	Suppression de l'ouvrage et remplacement par un pont cadre	3	60 000,00 €	50%	30 000,00 €	20%	12 000,00 €	10%	6 000,00 €	20%	12 000,00 €
	ASN 7.1	Structurante	Restauration de zone humide	Restauration de zone humide sur 1 ha	2	24 000,00 €	50%	12 000,00 €	20%	4 800,00 €	10%	2 400,00 €	20%	4 800,00 €
GA COL02	COL 1.6	Continuité	Seuil en rivière OH Col05	Effacement du seuil, rattachement de blocs et recharge granulométrique	2	4 200,00 €	50%	2 100,00 €	0%	- €	30%	1 260,00 €	20%	840,00 €
	COL 1.7	Structurante	Seuil en rivière OH Col06	Effacement du seuil, rattachement de blocs et recharge granulométrique	2	4 200,00 €	50%	2 100,00 €	20%	840,00 €	10%	420,00 €	20%	840,00 €
	COL 3.1	Complémentaire	Restauration de berge	Restauration de la berge sur 110ml	4	19 800,00 €	30%	5 940,00 €	0%	- €	30%	5 940,00 €	40%	7 920,00 €
	COL 3.2	Complémentaire	Restauration de berge	Restauration de la berge sur 40ml	4	7 200,00 €	30%	2 160,00 €	0%	- €	30%	2 160,00 €	40%	2 880,00 €
	COL 3.3	Complémentaire	Protection de berge	Protection de berge sur 3m	4	3 600,00 €	0%	- €	0%	- €	0%	- €	100%	3 600,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste de chargé de mission rivières (1 ETP) et frais de fonctionnement			50 000,00 €	60%	30 000,00 €	20%	10 000,00 €	0%	0 €	20%	10 000,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste d'adjoint administratif (0,5 ETP)			18 500,00 €	60%	11 100,00 €	0%	- €	0%	0 €	40%	7 400,00 €
Communication			Montant annualisé			2 500,00 €	60%	1 500,00 €	0%	- €	20%	500,00 €	20%	500,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 avant travaux pour le GA VAU08			3 960,00 €	50%	1 980,00 €	0%	- €	30%	1 188,00 €	20%	792,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 après travaux en année n+3 pour le GA VAU07			3 960,00 €	50%	1 980,00 €	0%	- €	30%	1 188,00 €	20%	792,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>339 920,00 €</b>	<b>169 860,00 €</b>		<b>28 840,00 €</b>		<b>61 256,00 €</b>		<b>79 964,00 €</b>	

Tableau 6 : description des actions et plan de financement de la cinquième année (2026) du programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise.

### CTMA Ru Vauvise - Plan de financement 5ème année - 2026

Groupe d'action	Action	Type d'action	Nature action	Descriptif action	Priorité	Coût TTC	Agence de l'Eau Loire Bretagne		Conseil Régional Centre Val de Loire		Conseil Départemental du Cher		SIRVAA	
							Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux autofinancement	Montant TTC reste à charge
Individuelle Vau 1.8	VAU 1.8	Continuité	Moulin de Sarré OH Vau12	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	2	96 000,00 €	50%	48 000,00 €	0%	- €	30%	28 800,00 €	20%	19 200,00 €
GA VAU06	VAU 4.7	Structurante	Plantation	Plantation de ripisylve sur 2 190 ml de berge	3	13 896,00 €	50%	6 948,00 €	0%	- €	30%	4 168,80 €	20%	2 779,20 €
GA CHAN04	CHAN 1.6	Continuité	Moulin de Marnay OH Chan06	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	1	84 000,00 €	50%	42 000,00 €	0%	- €	30%	25 200,00 €	20%	16 800,00 €
	CHAN 4.4	Complémentaire	Restauration de ripisylve	Restauration de ripisylve sur 1 800ml de berge par éclaircies	5	10 800,00 €	30%	3 240,00 €	0%	- €	30%	3 240,00 €	40%	4 320,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste de chargé de mission rivières (1 ETP) et frais de fonctionnement			50 000,00 €	60%	30 000,00 €	20%	10 000,00 €	0%	0 €	20%	10 000,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste d'adjoint administratif (0,5 ETP)			18 500,00 €	60%	11 100,00 €	0%	- €	0%	0 €	40%	7 400,00 €
Communication			Montant annualisé			2 500,00 €	60%	1 500,00 €	0%	- €	20%	500,00 €	20%	500,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 avant travaux pour le VAU 1.8 et le GA CHAN04			7 920,00 €	50%	3 960,00 €	0%	- €	30%	2 376,00 €	20%	1 584,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 après travaux en année n+3 pour le GA LIS01 et GA PLA02			7 920,00 €	50%	3 960,00 €	0%	- €	30%	2 376,00 €	20%	1 584,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>291 536,00 €</b>		<b>150 708,00 €</b>		<b>10 000,00 €</b>		<b>66 660,80 €</b>		<b>64 167,20 €</b>

Tableau 7 : description des actions et plan de financement de la sixième année (2027) du programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise.

## CTMA Ru Vauvise - Plan de financement 6ème année - 2027

Groupe d'action	Action	Type d'action	Nature action	Descriptif action	Priorité	Coût TTC	Agence de l'Eau Loire Bretagne		Conseil Régional Centre Val de Loire		Conseil Départemental du Cher		SIRVAA	
							Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux autofinancement	Montant TTC reste à charge
GA VAU04	VAU 1.9	Continuité	Moulin de "Grands Deux Lions" 1/3 OH Vau13	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	2	60 000,00 €	50%	30 000,00 €	0%	- €	30%	18 000,00 €	20%	12 000,00 €
	VAU 1.10	Continuité	Moulin de "Grands Deux Lions" 2/3 OH Vau14	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	2	24 000,00 €	50%	12 000,00 €	0%	- €	30%	7 200,00 €	20%	4 800,00 €
	VAU 5.19	Structurante	Abreuvoirs	Mise en place de 6 abreuvoirs	2	8 640,00 €	50%	4 320,00 €	0%	- €	30%	2 592,00 €	20%	1 728,00 €
GA LIS04	LIS 7.1	Structurante	Restauration de zone humide	Restauration de zone humide sur 1,5ha	2	24 000,00 €	50%	12 000,00 €	20%	4 800,00 €	10%	2 400,00 €	20%	4 800,00 €
	LIS 1.2	Structurante	Passage à gué du Marais OH Lis04	Effacement de l'ouvrage	2	1 800,00 €	50%	900,00 €	20%	360,00 €	10%	180,00 €	20%	360,00 €
Etude Bilan			Etude bilan et prospection pour un second CTMA			84 000,00 €	70%	58 800,00 €	0%	- €	10%	8 400,00 €	20%	16 800,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste de chargé de mission rivières (1 ETP) et frais de fonctionnement			50 000,00 €	60%	30 000,00 €	20%	10 000,00 €	0%	0 €	20%	10 000,00 €
Animation			Animation du CTMA Ru-Vauvise avec un poste d'adjoint administratif (0,5 ETP)			18 500,00 €	60%	11 100,00 €	0%	- €	0%	0 €	40%	7 400,00 €
Communication			Montant annualisé			2 500,00 €	60%	1 500,00 €	0%	- €	20%	500,00 €	20%	500,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 avant travaux pour le GA VAU04 et GA LIS04			3 960,00 €	50%	1 980,00 €	0%	- €	30%	1 188,00 €	20%	792,00 €
Indicateurs de suivi			Réalisation d'un IPR et d'un I2M2 après travaux en année n+3 pour le VAU03, ETA01 et GA BOI03			11 880,00 €	50%	5 940,00 €	0%	- €	30%	3 564,00 €	20%	2 376,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>289 280,00 €</b>	<b>168 540,00 €</b>	<b>15 160,00 €</b>	<b>44 024,00 €</b>	<b>61 556,00 €</b>				

Tableau 8 : description des actions et plan de financement des actions de substitution du programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise.

## CTMA Ru Vauvise - Plan de financement des actions de substitution

Groupe d'action	Action	Type d'action	Nature action	Descriptif action	Priorité	Coût TTC	Agence de l'Eau Loire Bretagne		Conseil Régional Centre Val de Loire		Conseil Départemental du Cher		SIRVAA	
							Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux subvention	Montant TTC subvention	Taux autofinancement	Montant TTC reste à charge
GA VAU02	VAU 1.3	Structurante	Seuil aval du pont de la RD 25 OH Vau07	Effacement du seuil	1	12 000,00 €	50%	6 000,00 €	20%	2 400,00 €	10%	1 200,00 €	20%	2 400,00 €
	VAU 2.2	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 500ml	2	90 000,00 €	50%	45 000,00 €	20%	18 000,00 €	10%	9 000,00 €	20%	18 000,00 €
	VAU 5.10	Complémentaire MAIS groupée	Abreuvoirs	Mise en place de 2 abreuvoirs	4	2 880,00 €	50%	1 440,00 €	20%	- €	10%	288,00 €	20%	576,00 €
GA VAU05	VAU 1.11	Continuité	Vannage de Grimonville OH Vau16	Effacement de l'ouvrage	2	6 000,00 €	70%	4 200,00 €	30%	1 800,00 €	0%	- €	0%	0,00 €
GA VAU09	VAU 4.11	Structurante	Plantation	Plantation de ripisylve sur 2400 ml de berge	2	15 000,00 €	50%	7 500,00 €	0%	- €	30%	4 500,00 €	20%	3 000,00 €
	VAU 5.32	Structurante	Abreuvoirs	Mise en place de 1 abreuvoir	2	1 440,00 €	50%	720,00 €	0%	- €	30%	432,00 €	20%	288,00 €
	VAU 5.33	Structurante	Abreuvoirs	Mise en place de 6 abreuvoirs	2	8 640,00 €	50%	4 320,00 €	0%	- €	30%	2 592,00 €	20%	1 728,00 €
GA RAG01	RAG 2.1	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 850ml	2	153 000,00 €	50%	76 500,00 €	20%	30 600,00 €	10%	15 300,00 €	20%	30 600,00 €
GA CHAN01	CHAN 1.1	Continuité	Seuils de la Forge OH Chan01	Effacement du seuil résiduel	2	3 000,00 €	70%	2 100,00 €	30%	900,00 €	0%	- €	0%	0,00 €
	CHAN 2.1	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 230ml	3	41 400,00 €	50%	20 700,00 €	20%	8 280,00 €	10%	4 140,00 €	20%	8 280,00 €
	CHAN 1.2	Etude continuité	Moulin de Groises OH Chan02	Etude complémentaire de rétablissement de la continuité écologique	2	18 000,00 €	50%	9 000,00 €	0%	- €	30%	5 400,00 €	20%	3 600,00 €
	CHAN 1.2	Continuité	Moulin de Groises OH Chan02	Travaux de rétablissement de la continuité écologique après étude	2	6 000,00 €	50%	3 000,00 €	0%	- €	30%	1 800,00 €	20%	1 200,00 €
	CHAN 2.2	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 300ml	3	54 000,00 €	50%	27 000,00 €	20%	10 800,00 €	10%	5 400,00 €	20%	10 800,00 €
GA BUS01	BUS 1.1	Continuité	Seuil de Joigny OH Bus01	Effacement de l'ouvrage	2	6 000,00 €	70%	4 200,00 €	30%	1 800,00 €	0%	- €	0%	0,00 €
	BUS 1.2	Structurante	Passage busé de Joigny OH Bus02	Aménagement de la chute aval et retrait du batardeau amont	2	9 000,00 €	50%	4 500,00 €	20%	1 800,00 €	10%	900,00 €	20%	1 800,00 €
	BUS 2.1	Structurante	Renaturation	Renaturation du cours d'eau sur 420ml	3	100 800,00 €	50%	50 400,00 €	20%	20 160,00 €	10%	10 080,00 €	20%	20 160,00 €
GA BOI01	BOI 1.3	Etude continuité sur petit ouvrage	Vanne de décharge du moulin de Récy OH Boi03	Etude de restauration de la continuité écologique par modification de la répartition des débits	1	18 000,00 €	0%	- €	0%	- €	0%	- €	100%	18 000,00 €
	BOI 1.3	Structurante	Vanne de décharge du moulin de Récy OH Boi03	Travaux de restauration de la continuité écologique par modification de la répartition des débits après étude	1	48 000,00 €	0%	- €	0%	- €	0%	- €	100%	48 000,00 €
<b>TOTAL</b>						<b>593 160,00 €</b>	<b>266 580,00 €</b>	<b>96 540,00 €</b>	<b>61 032,00 €</b>	<b>168 432,00 €</b>				

Tableau 9 : synthèse financière et du plan de financement pour le programme d'action du CTMA des bassins-versants du Ru et de la Vauvise et des actions de substitution.

### CTMA Ru Vauvise - synthèse du plan de financement des actions 2022-2027

Programmation	TOTAL € TTC	Total subvention AELB	Total subvention CR	Total subvention CD	Total autofinancement
Année 1 -2022	282 676,00 €	146 588,00 €	17 370,00 €	62 182,80 €	56 535,20 €
Année 2 -2023	336 780,00 €	173 640,00 €	54 472,00 €	41 312,00 €	67 356,00 €
Année 3 -2024	300 600,00 €	149 147,00 €	13 600,00 €	69 170,20 €	68 682,80 €
Année 4 -2025	339 920,00 €	169 860,00 €	28 840,00 €	61 256,00 €	79 964,00 €
Année 5 -2026	291 536,00 €	150 708,00 €	10 000,00 €	66 660,80 €	64 167,20 €
Année 6 -2027	289 280,00 €	168 540,00 €	15 160,00 €	44 024,00 €	61 556,00 €
<b>TOTAL actions programmées 2022-2027</b>	<b>1 840 792,00 €</b>	<b>958 483,00 €</b>	<b>139 442,00 €</b>	<b>344 605,80 €</b>	<b>398 261,20 €</b>

### CTMA Ru Vauvise - Synthèse du plan de financement des actions de substitution

Programmation	TOTAL € TTC	Total subvention AELB	Total subvention CR	Total subvention CD	Total autofinancement
Substitution	592 584,00 €	263 580,00 €	92 040,00 €	65 532,00 €	171 432,00 €